

RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2020

Chers Actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le premier trimestre 2020, clos le 31 mars.

Les comparaisons détaillées entre 2020 et 2019 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2019 (« données comparables »). L'impact de l'acquisition de Retviews (*cf.* communiqué du 15 juillet 2019) sur les comptes du premier trimestre n'étant pas significatif, les variations à données comparables neutralisent uniquement l'effet de la variation des parités de change.

Depuis 2017, Lectra commercialise et facture ses logiciels à la fois sous forme de licences perpétuelles, avec leurs contrats de maintenance associés, et sous forme d'abonnements, pour ses offres logicielles en mode *Software as a Service* (SaaS).

Pour faciliter la comparaison avec les exercices antérieurs, le Groupe avait décidé, en 2018 et 2019, d'inclure dans le montant des commandes de nouveaux systèmes les logiciels vendus sous forme d'abonnement en multipliant la valeur annuelle des contrats correspondants par 2,2 (coefficient permettant de calculer le montant qu'aurait représenté la commande si elle avait été signée sous forme d'une licence perpétuelle).

À compter du 1^{er} trimestre 2020, l'analyse des commandes de nouveaux systèmes est faite au travers de deux indicateurs : d'une part, le montant des logiciels vendus séparément sous forme de licences perpétuelles (« Licences perpétuelles de logiciel »), des équipements et de leurs logiciels embarqués (vendus sous forme de licences perpétuelles) et des services non récurrents, d'autre part la valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels, pour les offres en mode *Software as a Service* (SaaS).

Le chiffre d'affaires correspondant aux commandes de licences perpétuelles de logiciel est enregistré dans la rubrique du même nom ; celui correspondant aux logiciels embarqués l'est dans la rubrique « Equipements et leurs logiciels », comme précédemment. Les logiciels vendus sous forme d'abonnement génèrent, quant à eux, du chiffre d'affaires dans la rubrique « Abonnements logiciels ».

Les tableaux détaillés et les variations à données comparables des commandes de nouveaux systèmes, du chiffre d'affaires et du compte de résultat du premier trimestre figurent dans les compléments d'information au présent rapport, à partir de la page 7.

1. ACTIVITÉ ET COMPTES DU PREMIER TRIMESTRE 2020

Avec une parité moyenne de 1,10 \$ / 1 € au premier trimestre, le dollar s'est inscrit en hausse de 3 % par rapport au premier trimestre 2019. Le yuan, de son côté, est resté stable par rapport à l'euro. L'évolution des devises a eu pour effet mécanique d'augmenter de 0,5 million d'euros (+ 1 %) le chiffre d'affaires et de 0,3 million d'euros (+ 6 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

L'épidémie de COVID-19 et ses conséquences ont marqué le premier trimestre. Ayant débuté en Chine au mois de décembre 2019, la crise sanitaire s'est rapidement étendue en mars au monde entier, provoquant une crise économique mondiale d'une ampleur sans précédent.

Dès le début de la crise, le Groupe a pris les mesures d'hygiène et de distanciation nécessaires pour préserver la santé de ses employés, de ses clients, de ses fournisseurs et de ses autres parties prenantes. Un dispositif de télétravail a été immédiatement mis en place pour tous les collaborateurs dont la présence sur site n'est pas requise, en France comme dans les pays dont le gouvernement recommande ou impose ce principe.

En parallèle, le Groupe a maintenu la continuité de l'ensemble de ses activités. Il a en particulier poursuivi la fabrication des équipements ainsi que des consommables et pièces détachées, et a continué de les livrer dans le monde entier. Le service après-vente de ses solutions a également été assuré auprès de ses clients restant en activité.

Recul du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel

Dans ce contexte particulier et inédit, le chiffre d'affaires (63,5 millions d'euros) diminue de 6 % par rapport au premier trimestre 2019. À données réelles, il recule de 5 %.

Commandes et chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et de leurs logiciels et des services non récurrents

Les commandes de licences perpétuelles de logiciel, d'équipements et de leurs logiciels et de services non récurrents (19,3 millions d'euros) diminuent de 28 %. Le ralentissement des commandes a été particulièrement sensible au mois de mars. Les commandes de licences perpétuelles de logiciel (2,7 millions d'euros), d'équipements et de leurs logiciels (13,5 millions d'euros), et de formation et de conseil (2,6 millions d'euros) reculent de respectivement 26 %, 30 % et 21 %.

Le chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et de leurs logiciels et des services non récurrents (22,0 millions d'euros) baisse de 15 % (- 14 % à données réelles). Il comprend principalement :

- les licences perpétuelles de logiciel (3,0 millions d'euros), qui diminuent de 23 % et contribuent à hauteur de 5 % au chiffre d'affaires global (6 % en 2019) ;
- les équipements et leurs logiciels (15,6 millions d'euros), qui reculent de 14 % et représentent 25 % du chiffre d'affaires global (27 % en 2019) ;
- la formation et le conseil (2,8 millions d'euros), qui sont en retrait de 7 % et représentent 4 % du chiffre d'affaires global (5 % en 2019).

Au 31 mars 2020, le carnet de commandes des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et de leurs logiciels, et de la formation et du conseil s'élève à 16,9 millions d'euros. Il diminue de 2,8 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019 et de 6,5 millions d'euros par rapport au 31 mars 2019, à données comparables comme à données réelles.

Commandes de logiciels sous forme d'abonnements - Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces

La valeur annuelle des commandes de nouveaux abonnements logiciels s'élève à 0,6 million d'euros, en progression de 52 % par rapport au premier trimestre 2019.

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 39 % du chiffre d'affaires global – atteint 25,0 millions d'euros, en progression de 5 %.

Cette composante du chiffre d'affaires, un des piliers du modèle économique du Groupe, représente un facteur de protection qui permettra d'atténuer les conséquences de la crise du COVID-19 sur son chiffre d'affaires et ses résultats. Elle se décompose ainsi :

- les abonnements logiciels s'établissent à 0,7 million d'euros (0,2 million d'euros en 2019) ;

- les contrats de maintenance des logiciels (9,6 millions d'euros), stables, représentent 15 % du chiffre d'affaires ;
- les contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels (14,6 millions d'euros), en croissance de 4 %, représentent 23 % du chiffre d'affaires.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (16,5 millions d'euros), qui subit la baisse d'activité des clients du Groupe consécutive à la crise du COVID-19, diminue de 7 %. Il représente 26 % du chiffre d'affaires global (26 % en 2019).

Au global, le chiffre d'affaires récurrent (41,5 millions d'euros) est stable.

Marge brute

La marge brute s'élève à 47,7 millions d'euros, en diminution de 4 % par rapport à 2019.

Le taux de marge brute s'établit à 75,1 %, en augmentation de 1,3 point par rapport à celui de 2019 (+ 1,4 point à données réelles). Cette hausse provient essentiellement de l'évolution du mix produit, avec en particulier un poids plus important du chiffre d'affaires des contrats récurrents.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de services ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes, mais figurent dans les frais généraux.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à 42,6 millions d'euros, en progression de 2 % par rapport à 2019. Ils se décomposent comme suit :

- 39,4 millions d'euros de frais fixes (+ 5 %) ;
- 3,2 millions d'euros de frais variables (- 21 %).

À données réelles, les frais généraux augmentent de 3 %.

Les dépenses de recherche et développement (8,5 millions d'euros), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 13,4 % du chiffre d'affaires (7,9 millions d'euros et 11,8 % du chiffre d'affaires au premier trimestre 2019). Après déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que des subventions reçues (en 2019), les frais nets de recherche et développement totalisent 6,3 millions d'euros (5,5 millions d'euros en 2019).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel s'élève à 5,1 millions d'euros, en recul de 39 % par rapport au premier trimestre 2019 (- 35 % à données réelles).

La marge opérationnelle s'établit à 8,0 %, en retrait de 4,2 points à données comparables, et de 3,8 points à données réelles.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de 0,1 million d'euros. Le résultat de change est négatif de 0,3 million d'euros.

Après une charge d'impôt de 1,3 million d'euros, le résultat net s'élève à 3,4 millions d'euros, en diminution de 41 % à données réelles.

Le bénéfice net par action est de 0,11 € sur capital de base et 0,10 € sur capital dilué (0,18 € sur capital de base et sur capital dilué au premier trimestre 2019).

Cash-flow libre positif

Le cash-flow libre s'établit à 3,7 millions d'euros (9,8 millions d'euros au premier trimestre 2019).

Cette diminution provient à la fois de la baisse des résultats et d'une diminution du besoin en fonds de roulement au premier trimestre 2020 (1,8 million d'euros) plus faible que celle, exceptionnelle, au premier trimestre 2019 (5,2 millions d'euros).

Un bilan particulièrement solide – Une trésorerie nette positive de 124 millions d’euros

Au 31 mars 2020 les capitaux propres s’élèvent à 186,9 millions d’euros (183,0 millions d’euros au 31 décembre 2019).

Le Groupe n’a pas de dette financière. La trésorerie disponible et la trésorerie nette atteignent 124,0 millions d’euros (120,6 millions d’euros au 31 décembre 2019).

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2020 est négatif de 23,0 millions d’euros. Il comprend la partie encaissable à moins d’un an (2,6 millions d’euros) de la créance de 19,6 millions d’euros sur le Trésor public français au titre des crédits d’impôt recherche comptabilisés depuis l’exercice 2016, la partie à plus d’un an étant comptabilisée dans les autres actifs non courants du bilan (cf. note 6 de l’annexe au présent rapport).

2. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 31 mars 2020, le capital social est de 32 158 129 €, divisé en 32 158 129 actions d’une valeur nominale de 1,00 €.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, il a été augmenté de 59 029 € en valeur nominale (assorti d’une prime d’émission de 381 647 €) par la création de 59 029 actions résultant de la levée d’options de souscription d’actions.

Principaux actionnaires

Aucun franchissement de seuil n’a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2020.

À la date du présent rapport, à la connaissance de la société :

- Daniel Harari détient 17 % du capital et des droits de vote ;
- Kabouter Management LLC (États-Unis), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote ;
- Allianz SE (Allemagne), par l’intermédiaire des sociétés françaises qu’elle contrôle, et Kempen Oranje Participaties (Pays-Bas) détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n’a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la société détenues en propre

Au 31 mars 2020, la société détenait 0,15 % de ses propres actions dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d’échange

Au 31 mars 2020, le cours de Bourse (14,44 €) s’est inscrit en baisse de 35 % par rapport au 31 décembre 2019 (22,35 €). Au cours du premier trimestre, son plus bas a été de 12,20 € le 23 mars et son plus haut de 24,45 € le 13 janvier.

Pour les trois premiers mois de 2020, les indices CAC 40, CAC All-Tradable et CAC Mid & Small ont baissé respectivement de 26 %, 27 % et 30 %.

5,7 millions d’actions ont été échangées au premier trimestre 2020 (3,9 millions au premier trimestre 2019), toutes plateformes confondues (source Bloomberg), dont 37 % sur Euronext.

La société a confirmé, dans son communiqué du 15 avril 2020, son éligibilité au dispositif PEA-PME. En conséquence, les actions Lectra peuvent être intégrées au sein de comptes PEA-PME, dispositif dédié à l’investissement dans les petites et moyennes entreprises, bénéficiant des mêmes avantages

fiscaux que le plan d'épargne en actions (PEA) classique.

3. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS

Depuis le 31 mars, le confinement du fait de la pandémie de COVID-19 s'est étendu, notamment en Europe et aux États-Unis, avec pour conséquence la mise au ralenti, voire à l'arrêt de nombreuses usines des clients de Lectra.

Les trois marchés stratégiques de Lectra (la mode, l'automobile et l'ameublement) sont fortement affectés du fait du confinement, tant au niveau des capacités de production que des ventes.

4. CALENDRIER FINANCIER

Le rapport financier 2019 a été mis en ligne sur le site Internet de la société le 31 mars 2020.

L'Assemblée générale annuelle se réunira le 30 avril 2020, à huis clos.

Les résultats financiers du premier semestre 2020 seront publiés le 27 juillet 2020, après la clôture d'Euronext-Paris.

5. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans son rapport financier 2019, publié le 11 février 2020, Lectra avait développé sa vision de long terme et sa nouvelle feuille de route pour la période 2020-2022.

Le Groupe évoquait déjà les incertitudes liées à l'épidémie de COVID-19, dont l'impact ne se faisait alors sentir qu'en Chine, et avait décidé de ne pas formuler de perspectives chiffrées pour 2020, dans l'attente d'une meilleure visibilité.

Depuis, la crise sanitaire s'est transformée en pandémie, provoquant un ralentissement majeur et rapide de l'activité économique mondiale.

Si la plupart des objectifs de la feuille de route stratégique 2020-2022 demeurent d'actualité, en particulier l'accélération vers l'Industrie 4.0, les objectifs de croissance au terme de cette période devront nécessairement tenir compte des conséquences de la crise du COVID-19.

De ce fait, le Groupe actualisera ses objectifs lorsqu'il considèrera que la visibilité, sera redevenue suffisante.

Perspectives 2020

L'année 2020 sera marquée par la crise du COVID-19 et ses conséquences.

Pour faire face aux impacts de cette épidémie, Lectra dispose d'un bilan particulièrement solide, d'une trésorerie nette positive de 124 millions d'euros au 31 mars 2020, et d'un modèle économique qui a fait ses preuves, avec notamment une part récurrente de son chiffre d'affaires très importante. Le Groupe considère donc qu'il est financièrement armé pour faire face à une diminution temporaire ou plus durable de son activité.

Le Groupe a mis en œuvre des mesures de contrôle de ses frais généraux fixes, initialement prévus en hausse de 8 %, en annulant ou repoussant toutes les dépenses non essentielles, et en réaffectant de façon ponctuelle les activités de certaines équipes dont la charge de travail courante est la plus touchée.

Compte tenu de la solidité de sa situation financière, de sa capacité de résilience et de ses perspectives à moyen-terme, le Groupe a toutefois décidé de ne pas mettre en œuvre de mesure d'activité partielle, et de ne solliciter aucune aide du Gouvernement français. Il entend ainsi maintenir la totalité de son effort de R&D, qui mobilise aujourd'hui 377 personnes, et disposer pour l'après crise d'équipes prêtes et motivées. Lectra soutient également l'effort collectif face à cette crise en découpant bénévolement des masques et des équipements médicaux de protection.

À ce stade, les conséquences de cette crise, si elles sont déjà visibles sur l'activité et les comptes du premier trimestre, sont difficiles à mesurer pour le reste de l'année. Néanmoins, le deuxième trimestre devrait être le plus impacté et enregistrer un fort recul du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel.

A l'issue de cette crise, l'activité du Groupe devrait enregistrer un rebond dont la date et l'ampleur restent difficiles à estimer en raison des incertitudes liées à l'évolution de la pandémie. Les trois marchés stratégiques du Groupe, la mode, l'automobile et l'ameublement, passeront probablement par une phase de consolidation et de restructuration. En fonction, notamment, de l'évolution de l'environnement macro-économique, les entreprises opérant sur ces marchés pourraient être conduites à réduire temporairement leurs investissements et leurs dépenses d'exploitation.

Perspectives à moyen terme

Dans ce contexte particulièrement incertain, le Groupe, au travers des décisions qu'il a prises, démontre quotidiennement son attachement à ses responsabilités sociales, sociétales et environnementales.

Les marchés de Lectra correspondent à des besoins pérennes des consommateurs, mondialement. Le Groupe, qui préserve ses atouts et bénéficie d'une très grande solidité financière, demeure donc confiant sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'administration

Le 29 avril 2020

COMPLÉMENT D'INFORMATION – PREMIER TRIMESTRE 2020

COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

Licences perpétuelles de logiciel, équipements et leurs logiciels et services non récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2020		A cours de change 2019	2019		Variation 2020/2019		
	Réel	%		Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Licences perpétuelles de logiciel	2 665	14%	2 655	3 580	14%	-26%	-26%	
Équipements et leurs logiciels	13 544	70%	13 346	19 108	72%	-29%	-30%	
Formation, conseil	2 564	13%	2 550	3 247	12%	-21%	-21%	
Divers	499	3%	497	582	2%	-14%	-15%	
Total	19 273	100%	19 048	26 517	100%	-27%	-28%	
Parité moyenne € / \$	1,10		1,14	1,14				

Abonnements logiciels

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2020		A cours de change 2019	2019		Variation 2020/2019		
	Réel	%		Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels	631	na	617	406	na	+56%	+52%	
Parité moyenne € / \$	1,10		1,14	1,14				

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

La répartition du chiffre d'affaires par marché géographique est donnée à titre indicatif. Les variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances pour l'exercice.

Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2020		A cours de change 2019	2019		Variation 2020/2019		
	Réel	%		Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	27 189	43%	27 194	27 980	42%	-3%	-3%	
- France	3 881	6%	3 883	4 812	7%	-19%	-19%	
Amériques	18 084	28%	17 865	16 100	24%	+12%	+11%	
Asie - Pacifique	13 153	21%	12 922	16 848	25%	-22%	-23%	
Autres pays	5 089	8%	5 083	6 068	9%	-16%	-16%	
Total	63 515	100%	63 064	66 997	100%	-5%	-6%	
Parité moyenne € / \$	1,10		1,14	1,14				

Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2020		A cours de change 2019	2019		Variation 2020/2019		
	Réel	%		Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et leurs logiciels et des services non récurrents, dont :	22 008	35%	21 810	25 626	38%	-14%	-15%	
- licences perpétuelles de logiciel	3 042	5%	3 051	3 952	6%	-23%	-23%	
- équipements et leurs logiciels	15 629	25%	15 452	18 054	27%	-13%	-14%	
- formation, conseil	2 838	4%	2 811	3 038	5%	-7%	-7%	
- divers	499	1%	497	582	1%	-14%	-15%	
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	41 507	65%	41 253	41 371	62%	0%	0%	
- abonnements logiciels	746	1%	744	203	ns	+267%	+266%	
- contrats de maintenance des logiciels	9 606	15%	9 586	9 551	14%	+1%	0%	
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	14 639	23%	14 503	13 974	21%	+5%	+4%	
- consommables et pièces	16 516	26%	16 421	17 642	26%	-6%	-7%	
Total	63 515	100%	63 064	66 997	100%	-5%	-6%	
Parité moyenne € / \$	1,10		1,14	1,14				

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2020		2019	Variation 2020/2019	
	Réel	À cours de change 2019	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	63 515	63 064	66 997	-5%	-6%
Coût des ventes	(15 846)	(15 785)	(17 604)	-10%	-10%
Marge brute	47 669	47 279	49 392	-3%	-4%
(en % du chiffre d'affaires)	75,1%	75,0%	73,7%	+1,4 point	+1,3 point
Frais de recherche et de développement	(6 291)	(6 291)	(5 499)	+14%	+14%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(36 286)	(36 177)	(35 995)	+1%	+1%
Résultat opérationnel	5 092	4 811	7 898	-36%	-39%
(en % du chiffre d'affaires)	8,0%	7,6%	11,8%	-3,8 points	-4,2 points
Résultat avant impôts	4 642	4 361	7 731	-40%	-44%
Impôts sur le résultat	(1 254)	na	(1 986)	-37%	na
Résultat net	3 388	na	5 745	-41%	na
dont Résultat net part du Groupe	3 384	na	5 745	-41%	na
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	4	na	-	na	na
Parité moyenne € / \$	1,10	1,14	1,14		

Attestation de la société relative au rapport du premier trimestre 2020

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport trimestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les neuf mois restants de l'exercice".

Paris, le 29 avril 2020

Daniel Harari
Président-Directeur général

Olivier du Chesnay
Directeur financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2020	31 décembre 2019	31 mars 2019
Écarts d'acquisition	47 529	47 380	39 696
Autres immobilisations incorporelles	4 144	4 008	3 886
Droits d'utilisation locatifs	17 539	18 697	17 587
Immobilisations corporelles	26 972	26 963	25 862
Autres actifs non courants	19 189	17 242	16 743
Impôts différés	8 965	8 589	8 861
Total actifs non courants	124 338	122 879	112 635
Stocks	33 107	30 919	35 397
Clients et comptes rattachés	50 533	56 933	48 400
Autres actifs courants	18 640	12 217	17 320
Trésorerie et équivalents de trésorerie	123 982	120 558	113 518
Total actifs courants	226 262	220 627	214 635
Total actifs	350 600	343 506	327 270

PASSIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2020	31 décembre 2019	31 mars 2019
Capital social	32 158	32 099	31 969
Primes d'émission et de fusion	16 184	15 802	14 586
Actions détenues en propre	(835)	(698)	(368)
Écarts de conversion	(9 421)	(9 481)	(9 311)
Réserves et résultats consolidés	148 644	145 141	140 763
Participations ne donnant pas le contrôle	163	159	-
Total capitaux propres	186 893	183 022	177 638
Engagements de retraite	11 265	11 107	10 019
Obligations locatives à long terme	12 516	13 407	13 197
Engagement d'achat de titres minoritaires	4 333	4 333	-
Emprunts et dettes financières à long terme	-	-	-
Total passifs non courants	28 114	28 847	23 216
Fournisseurs et autres passifs courants	61 778	58 896	57 196
Produits constatés d'avance	59 041	58 459	56 850
Dettes d'impôt exigible	4 446	3 436	3 764
Obligations locatives à court terme	5 464	5 675	4 727
Engagement d'achat de titres minoritaires	2 167	2 167	-
Emprunts et dettes financières à court terme	-	-	-
Provisions	2 697	3 004	3 879
Total passifs courants	135 593	131 637	126 416
Total passifs et capitaux propres	350 600	343 506	327 270

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2020 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2019 (trois mois)
Chiffre d'affaires	63 515	66 997
Coût des ventes	(15 846)	(17 604)
Marge brute	47 669	49 392
Frais de recherche et développement	(6 291)	(5 499)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(36 286)	(35 995)
Résultat opérationnel	5 092	7 898
Produits financiers	49	49
Charges financières	(175)	(180)
Résultat de change	(323)	(37)
Résultat avant impôts	4 642	7 731
Impôts sur le résultat	(1 254)	(1 986)
Résultat net	3 388	5 745
dont Résultat net part du Groupe	3 384	5 745
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	4	-

(en euros)

Résultat net part du Groupe par action :		
- de base	0,11	0,18
- dilué	0,10	0,18
Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	32 102 299	31 891 782
- résultat dilué	32 415 201	32 374 347

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE ⁽¹⁾

Résultat net part du Groupe	3 384	5 745
Écarts de conversion	101	161
Effet d'impôts	(41)	82
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	60	243
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	0	0
Effet d'impôts	0	0
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	0	0
Total autres éléments du résultat global	60	243
Résultat global part du Groupe	3 444	5 988

(1) Le Groupe a jugé non significative l'information sur le résultat global des participations ne donnant pas le contrôle (uniquement 30 % de titres minoritaires Retviews) et présente donc uniquement le résultat global part du Groupe.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2020 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2019 (trois mois)
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	3 388	5 745
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	3 624	3 040
Éléments non monétaires du résultat	370	97
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	2	14
Variation des impôts différés	(562)	476
Capacité d'autofinancement d'exploitation	6 822	9 372
Variation des stocks et en-cours	(2 704)	(1 213)
Variation des créances clients et comptes rattachés	7 085	10 666
Variation des autres actifs et passifs courants	(2 608)	(4 207)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	1 773	5 246
Variation des autres actifs non courants d'exploitation	(2 238)	(1 818)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	6 357	12 800
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(497)	(523)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(866)	(509)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Coût d'acquisition des sociétés achetées	-	-
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽¹⁾	(1 462)	(1 785)
Cessions d'immobilisations financières ⁽¹⁾	1 693	1 285
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 132)	(1 532)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	441	865
Versement de dividendes	-	-
Achats par la société de ses propres actions	(1 785)	(1 272)
Ventes par la société de ses propres actions	1 551	1 570
Remboursement des dettes locatives	(1 516)	(1 490)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(1 311)	(327)
Variation de la trésorerie	3 914	10 941
Trésorerie à l'ouverture	120 558	102 223
Variation de la trésorerie	3 914	10 941
Incidence des variations de cours de change	(490)	354
Trésorerie à la clôture	123 982	113 518
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	6 357	12 800
+ Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 132)	(1 532)
- Coût d'acquisition des sociétés achetées	0	0
- Remboursement des dettes locatives	(1 516)	(1 490)
Cash-flow libre	3 708	9 778
Impôts (payés) / remboursés, nets	(485)	(429)

(1) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	Total capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale								
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2019	31 846 757	1,00	31 847	13 843	(560)	(9 554)	134 802	170 377		170 377
Résultat net							5 745	5 745		5 745
Autres éléments du résultat global							-	243		243
Résultat global							243	5 988		5 988
Exercices d'options de souscription d'actions	122 237	1,00	122	743				865		865
Valorisation des options de souscription d'actions							145	145		145
Vente (achat) par la société de ses propres actions					192			192		192
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							71	71		71
Capitaux propres au 31 mars 2019	31 968 994	1,00	31 969	14 586	(368)	(9 311)	140 763	177 638		177 638
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2019	31 846 757	1,00	31 847	13 843	(560)	(9 554)	134 802	170 377		170 377
Résultat net							29 305	29 305	19	29 324
Autres éléments du résultat global							(485)	(412)		(412)
Résultat global							73	28 820	19	28 912
Exercices d'options de souscription d'actions	252 343	1,00	252	1 959				2 211		2 211
Valorisation des options de souscription d'actions							693	693		693
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(138)			(138)		(138)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							106	106		106
Intégration de la société Retviews et engagement d'achat de titres minoritaires ⁽¹⁾							(6 500)	(6 500)	140	(6 360)
Dividendes							(12 782)	(12 782)		(12 782)
Capitaux propres au 31 décembre 2019	32 099 100	1,00	32 099	15 802	(698)	(9 481)	145 141	182 863	159	183 022
Résultat net							3 384	3 384	4	3 388
Autres éléments du résultat global							60	-	60	60
Résultat global							60	3 384	4	3 448
Exercices d'options de souscription d'actions	59 029	1,00	59	382				441		441
Valorisation des options de souscription d'actions							184	184		184
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(136)			(136)		(136)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(65)	(65)		(65)
Dividendes								0		0
Capitaux propres au 31 mars 2020	32 158 129	1,00	32 158	16 184	(835)	(9 421)	148 643	186 729	163	186 893

(1) Ces montants font suite à la prise de contrôle sur la société Retviews en 2019. La note 3 ci-après détaille les impacts de cette acquisition sur les états financiers du Groupe.

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2020

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Entreprise française de haute technologie, Lectra a tissé dans plus de 100 pays des relations privilégiées et de long terme avec ses clients, qui ont en commun la recherche de l'excellence opérationnelle et l'utilisation de matières souples – tissus et cuir, mais aussi textiles techniques et matériaux composites – dans la fabrication de leurs produits (vêtements, chaussures et bagages, sièges et intérieurs de voiture, airbags, meubles rembourrés...).

Pour accroître la compétitivité de ses clients, Lectra façonne des technologies premium spécifiques à leurs marchés – principalement la mode, l'automobile et l'ameublement. Ses solutions, qui combinent logiciels, équipements de découpe automatique et services associés, permettent notamment d'automatiser et d'optimiser la création, le développement des produits et leur production, et de digitaliser les processus.

L'offre de Lectra accompagne ses clients dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques : améliorer la productivité, réduire les coûts, diminuer le *time-to-market*, relever les défis de la mondialisation, accroître la qualité des produits, augmenter la capacité de production, développer des marques. S'y ajoutent désormais des enjeux propres à l'entrée dans l'Industrie 4.0, tels que sécuriser les échanges digitaux d'informations tout au long d'une chaîne d'approvisionnement étendue, et rendre l'usine plus agile.

Fondée en 1973, Lectra est depuis 1987 cotée sur Euronext-Paris.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- une répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et un très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents et le chiffre d'affaires récurrent ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel important.

Implantation mondiale

Lectra, dont le siège est en France, s'est doté depuis le milieu des années 1980 d'une implantation d'envergure mondiale. Le Groupe accompagne ses clients au travers de son réseau de 34 filiales commerciales et de services, unique au regard de ses concurrents, ce qui lui permet de réaliser en direct plus de 90 % de son chiffre d'affaires.

Lectra dispose également d'un *International Advanced Technology & Conference Center* à Bordeaux-Cestas (France), où elle reçoit des clients du monde entier, et de cinq *Call centers* internationaux, basés à Bordeaux-Cestas, Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine).

Clients

Les clients de Lectra sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Il s'agit, pour l'essentiel, de marques, fabricants et distributeurs de mode et d'habillement, d'équipementiers et sous-traitants automobiles, de marques et fabricants de meubles.

Produits et services

Lectra commercialise des solutions technologiques intégrant logiciels, équipements de découpe automatique et services associés. L'offre de Lectra a pour particularité d'incorporer l'expertise métier et

les meilleures pratiques industrielles de chaque segment de marché. Ses logiciels et équipements, y compris leur partie électronique, sont conçus et développés par la société.

Les machines sont assemblées à partir de sous-ensembles fournis par un réseau de sous-traitants, et testées sur son site industriel de Bordeaux-Cestas. Les découpeurs mis sur le marché depuis 2007 comportent des centaines de capteurs les connectant aux *Calls centers* de Lectra afin de permettre la maintenance préventive et prédictive.

Les services comprennent la maintenance technique, le support, la formation et le conseil.

En outre, le Groupe commercialise des consommables et pièces pour ses découpeurs.

Collaborateurs

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 1 800 collaborateurs dans le monde. Cette présence internationale permet à l'entreprise d'offrir à tous ses clients une forte proximité géographique.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr

Les états financiers consolidés condensés au 31 mars 2020 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes consolidés annuels 2019. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 29 avril 2020 et n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Le Groupe n'est pas impacté par les modifications de normes, amendements et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Saisonnalité

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou

ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et immobilisations, l'évaluation des impôts différés actifs et l'évaluation des droits d'utilisation de l'actif et engagements locatifs retenus dans le cadre de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location.

Chiffre d'affaires

Les contrats conclus avec les clients incluent des prestations multiples telles que : équipements et leurs logiciels embarqués, licences perpétuelles de logiciel, consommables et pièces, formation et conseil, installation, maintenance et services d'assistance en ligne des équipements et logiciels, services d'évolution des logiciels vendus (mises à jour de ceux-ci).

Les ventes de logiciels ne sont reconnues séparément que lorsque ceux-ci ont une utilité pour le client indépendamment des autres prestations promises au contrat. Ainsi, les logiciels présents sur les équipements de CFAO (appelés pilotes) ne sont pas reconnus séparément de ces derniers dans la mesure où ils forment une composante de ces équipements et qui fait partie de la capacité à fonctionner de ceux-ci : sans le pilote, les équipements sont inutilisables, et sans ces derniers les logiciels n'ont aucune utilité non plus. En revanche, les logiciels spécialisés (par exemple, les logiciels de gestion des collections, de patronage, de simulation), sous forme de licence perpétuelle, habituellement installés sur les ordinateurs des clients, régulièrement vendus séparément des équipements, constituent des prestations distinctes.

Les autres prestations sont considérées comme des prestations distinctes selon IFRS 15 et sont donc comptabilisées séparément compte tenu notamment des éléments suivants :

- L'installation des équipements et des logiciels spécialisés est réalisée en quelques jours, simple à mettre en œuvre et n'en modifie pas les caractéristiques ;
- Les formations sont de courtes durées sans lien d'interdépendance avec les autres prestations ;
- Les prestations de conseil portent en général sur l'optimisation de la production des clients et sont couramment vendues séparément aux clients ;
- Concernant la maintenance des logiciels et équipements, il s'agit de contrats annuels dans le cadre desquels l'engagement du Groupe est un engagement de disponibilité ou de mise à disposition de versions futures de logiciels non encore prévues. Les solutions (équipements et logiciels) sont distinctes de la maintenance / assistance et des évolutions car elles sont entièrement fonctionnelles dès leur livraison et parce que les prestations de maintenance / assistance et d'évolution ne sont pas critiques pour que le client puisse bénéficier de la solution. Les machines sont le plus souvent vendues accompagnées d'une ou deux années de maintenance et le client dispose d'options de renouvellement ne faisant pas l'objet de réduction de prix par rapport au prix de souscription initial de la maintenance. Les options de renouvellement ne correspondent donc pas à des droits significatifs devant faire l'objet d'une comptabilisation séparée selon IFRS 15.

La société détermine les prix de vente spécifiques des différents éléments en privilégiant le recours à des données observables. Pour les éléments qui ne font pas habituellement l'objet de ventes séparées, les prix de vente spécifiques sont estimés sur la base de la politique tarifaire de la société, reflétant les coûts attendus plus une marge appropriée.

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels (incluant les logiciels pilotes) est reconnu à la date de transfert de leur contrôle aux clients. Cette date correspond en pratique à la date du transfert physique du matériel telle que déterminée par les conditions de vente contractuelles.

Les logiciels spécialisés sous forme de licence perpétuelle sont des licences de type droit d'utilisation selon IFRS 15 dont le chiffre d'affaires est comptabilisé à une date donnée, correspondant généralement à la date à laquelle le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par

téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux logiciels vendus sous forme d'abonnement est reconnu de manière étalée sur la durée de l'engagement du client.

Le chiffre d'affaires des prestations de formation et de conseil est comptabilisé à l'avancement sur la base des heures ou jours de travail effectués par les équipes.

Le chiffre d'affaires relatif à l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est reconnu au moment où ces prestations sont effectuées.

Le chiffre d'affaires des prestations de maintenance des logiciels et équipements est comptabilisé à l'avancement, selon un mode linéaire, s'agissant d'obligations à se tenir prêt tout au long du contrat sans pics notables d'activité (« *stand-ready obligations* »).

Les équipements sont conçus, fabriqués et assemblés par le Groupe à partir de pièces ou sous-ensembles achetés auprès de sous-traitants. Lectra agit en tant que principal dans la vente des équipements dans la mesure où les pièces et sous-ensembles ne constituent que des *inputs* utilisés dans la fabrication des produits finis vendus aux clients.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en

compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Indicateurs de performance

Le Groupe utilise les indicateurs de performance comme le résultat opérationnel, le cash-flow libre, et le ratio de sécurité tels que définis ci-dessous, considérant que ces agrégats sont pertinents dans le pilotage du Groupe et la mesure de la mise en œuvre de sa stratégie.

Résultat opérationnel courant et résultat opérationnel

Le Groupe suit un solde intermédiaire dans ses états financiers appelé « Résultat opérationnel » qui est défini par l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Lorsque le Groupe identifie des produits ou charges à caractère non récurrent, il utilise, pour le suivi de sa performance opérationnelle, un solde intermédiaire de gestion intitulé « Résultat opérationnel courant ». Cet indicateur financier correspond au résultat opérationnel diminué des produits à caractère non récurrent et augmenté des charges à caractère non récurrent, tel que défini par la recommandation 2009-R.03 du CNC.

Ainsi, les produits et charges à caractère non récurrent qui sont présentés, le cas échéant, sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé, sont la traduction comptable d'événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, en nombre très limité et de montant significatif.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise et des remboursements des dettes locatives comptabilisées selon IFRS 16.

Le Groupe considère que cette définition du cash-flow libre représente l'indicateur de performance de ses équipes sur la gestion de la trésorerie. Les dettes locatives comptabilisées selon IFRS 16 n'ont pas d'effet sur la performance telle que suivie par le Groupe.

Ratio de sécurité

Le ratio de sécurité est défini par le Groupe comme étant la part des frais fixes annuels couverte par la marge brute dégagée par le chiffre d'affaires récurrent. Ce ratio permet au Groupe de mesurer la couverture de ses frais fixes par la génération d'un chiffre d'affaires qui ne dépend pas des décisions d'investissements de ses clients d'une année sur l'autre.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 4 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution). Il s'agit des régions : Amériques ; Europe du Nord, de l'Est et Moyen Orient ; Europe du Sud et Afrique du Nord ; et Asie-Pacifique. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute, et par conséquent son résultat opérationnel, dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2020, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 31 sociétés consolidées par intégration globale.

En juillet 2019, le Groupe avait acquis la société belge Retviews SA et sa filiale roumaine Retviews Bucharest SRL.

L'acquisition portait à cette date sur 70 % du capital et des droits de vote de Retviews, pour un montant de 8 millions d'euros. L'acquisition du solde du capital et des droits de vote aura lieu en trois fois en juillet 2020, juillet 2021 et juillet 2022 pour des montants, respectivement, d'environ 0,9 fois le chiffre d'affaires 2020, 0,7 fois le chiffre d'affaires 2021 et 0,5 fois le chiffre d'affaires 2022.

La comptabilité d'acquisition est en cours de finalisation et les principaux impacts à date sur les états financiers du Groupe sont les suivants :

- Comptabilisation d'un écart d'acquisition pour un montant de 7,7 millions d'euros ;
- Comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, évaluées à leur quote-part dans l'actif net repris (méthode dite du « goodwill partiel ») pour un montant de 0,1 million d'euros ;
- Comptabilisation d'une dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires, évaluée à la juste valeur, en contrepartie des capitaux propres – part du Groupe, pour un montant total de 6,5 millions d'euros, dont 2,2 millions d'euros à échéance court terme et 4,3 millions d'euros à échéance à plus d'un an.

Le coût du rachat par Lectra a été intégralement présenté sur la ligne « Coût d'acquisition des sociétés achetées » du tableau des flux de trésorerie, net de la trésorerie acquise, pour un montant de 7,6 millions d'euros.

Retviews et sa filiale en Roumanie sont consolidées par intégration globale à compter du 15 juillet 2019.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours du premier trimestre 2020 et de l'exercice 2019.

Trois filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 mars 2020, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à 0,2 million, la valeur totale de leur actif à 3,0 millions d'euros et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces filiales correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 mars 2020.

4. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2020 (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽¹⁾	Europe du Sud ⁽²⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	16 049	15 584	18 084	13 797	-	63 515
Résultat opérationnel	2 383	2 422	2 479	946	(3 139)	5 092

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2019 (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽¹⁾	Europe du Sud ⁽²⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	13 723	19 141	16 100	18 033	-	66 997
Résultat opérationnel	1 228	3 492	2 220	1 321	(363)	7 898

(1) Ce secteur couvre les régions suivantes : Allemagne et Europe de l'Est, Royaume-Uni, Benelux, Scandinavie, pays baltes, Turquie et Moyen-Orient.

(2) Ce secteur couvre les régions suivantes : France, Italie, Espagne, Portugal, Afrique du Nord.

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

5. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2020 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre	3 708	-	3 708
Augmentations de capital ⁽¹⁾	441	-	441
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	(234)	-	(234)
Versement de dividendes	-	-	-
Effet de la variation des devises – divers	(490)	-	(490)
Variation de la période	3 424	-	3 424

Situation au 31 décembre 2019	120 558	-	120 558
Situation au 31 mars 2020	123 982	-	123 982

Variation de la période	3 424	-	3 424
--------------------------------	--------------	----------	--------------

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 7)

Le cash-flow libre au 31 mars 2020 s'élève à 3,7 millions d'euros. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de 6,8 millions d'euros, d'une diminution du besoin en fonds de roulement de 1,8 million d'euros, et d'investissements de 1,1 million d'euros. Il tient également compte d'une augmentation des autres actifs non courants d'exploitation de 2,2 millions d'euros (correspondant au crédit d'impôt recherche du premier trimestre 2020, non encaissé et non imputé sur l'impôt à payer de Lectra SA – cf. note 6 ci-après). Enfin, afin d'assurer la comparabilité du cash-flow libre publié, il convient d'ajouter à ces montants le remboursement des dettes locatives (au sens de la norme IFRS 16) de 1,5 million d'euros.

La variation du besoin en fonds de roulement s'explique comme suit :

- - 7,1 millions d'euros proviennent de la diminution des créances clients, compte tenu notamment de la diminution chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « Produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;

- + 2,7 millions d'euros proviennent de l'augmentation des stocks ;
- + 0,6 million d'euros provient de la diminution des dettes fournisseurs ;
- + 3,8 millions d'euros proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2019, majoritairement payée en 2020, et celle, comptabilisée au cours du premier trimestre 2020 et qui sera payée en 2021 ;
- - 1,8 million d'euros provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2020 est négatif de 23,0 millions d'euros. Il comprend la part courante (2,6 millions d'euros) de la créance de 19,6 millions d'euros sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt.

6. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE

Le crédit d'impôt recherche comptabilisé dans l'année, lorsqu'il ne peut être imputé sur l'impôt sur les sociétés, fait l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Le Groupe présente séparément la part non-courante (remboursable à plus d'un an) de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche.

Le crédit d'impôt recherche (2,2 millions d'euros) du premier trimestre 2020 a été comptabilisé mais non encaissé.

Ainsi, au 31 mars 2020, Lectra SA détient une créance de 19,6 millions d'euros sur le Trésor public français (dont 17,0 millions d'euros classés parmi les autres actifs non courants), composée du seul solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2020 (2,2 millions d'euros), 2019 (5,2 millions d'euros), 2018 (5,0 millions d'euros), 2017 (4,5 millions d'euros) et 2016 (2,6 millions d'euros).

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Elle devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2020 (crédit d'impôt 2016), 2021 (crédit d'impôt 2017), 2022 (crédit d'impôt 2018), 2023 (crédit d'impôt 2019) et 2024 (crédit d'impôt 2020). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui du crédit d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

7. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la société a acheté 84 462 actions et en a vendu 69 346 aux cours moyens respectifs de 19,97 € et de 20,94 € dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 31 mars 2020, elle détenait 46 665 de ses propres actions (soit 0,15 % du capital social) à un prix de revient moyen de 17,89 €, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

8. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	31 mars 2020	31 décembre 2019
Trésorerie disponible	93 982	90 558
Équivalents de trésorerie	30 000	30 000
Emprunts et dettes financières	-	-
Trésorerie nette	123 982	120 558

Le Groupe n'a pas d'emprunts ni de dettes financières. De ce fait, la trésorerie nette est égale à la somme de la trésorerie disponible et des équivalents de trésorerie.

Les obligations locatives au sens de la norme IFRS 16 ainsi que les engagements d'achats de titres minoritaires ne sont pas considérés comme des dettes financières ici.

9. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2019.

Au cours de du premier trimestre 2020, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de 1,10 \$ / 1 €.

Instrument financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 mars 2020 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de - 2,8 millions d'euros, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

Par ailleurs, la société n'a pas couvert son exposition aux cours de change pour le reste de l'exercice 2020.

10. IMPLICATIONS DE LA PANDÉMIE COVID-19 SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Les conséquences de l'épidémie de COVID-19 sur les états financiers du Groupe ont fait l'objet d'une revue détaillée.

Anticipant un ralentissement de son activité, le Groupe a mis en œuvre des mesures de contrôle de ses frais généraux en annulant ou repoussant toutes les dépenses non essentielles, et en réaffectant de façon ponctuelle les activités de certaines équipes dont la charge de travail courante est la plus touchée, notamment pour assurer une utilisation optimale des solutions par les clients et accélérer les actions de transformation prévues dans la feuille de route stratégique 2020-2022. Compte tenu de la solidité de sa situation financière, de sa capacité de résilience et de ses perspectives à moyen-terme, le Groupe a décidé de ne pas solliciter les aides proposées par le Gouvernement français, telles que dégrèvement de cotisations et taxes, moratoires sur les paiements ou activité partielle.

Compte tenu de la marge de manœuvre dont dispose la Société sur chacun des écarts d'acquisition, il n'y a pas d'indices de perte de valeur des actifs, malgré la baisse d'activité constatée au cours du premier trimestre.

Au cours des trois premiers mois, le besoin en fonds de roulement est resté normatif, et le Groupe a dégagé un cash-flow positif. Les fournisseurs du Groupe ont été payés selon les échéances prévues. Dans la grande majorité, les clients ont respecté leurs échéanciers sans conséquences significatives sur l'état de la situation financière au 31 mars 2020. La plus grande vigilance reste toutefois de mise et les actions de recouvrement ont été renforcées.

Enfin, le Groupe n'a pas d'emprunt ni de dette financière. La trésorerie s'est renforcée au cours du premier trimestre et atteint 124,0 millions d'euros au 31 mars 2020. Les équivalents de trésorerie sont constitués de certificats de dépôt négociables émis par les banques de la Société. Les comptes à vue et les comptes à terme rémunérés sont considérés comme de la trésorerie disponible. Tous ces placements sont à court terme, considérés comme liquides, convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

11. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ 0,45 million d'euros.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 31 décembre 2019 des devises concernées, notamment 1,12 \$ / 1 €.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisée en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à 1,07 \$ / 1 €) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2020 d'environ 4,2 millions d'euros et du résultat opérationnel annuel de 2,8 millions d'euros. À l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit 1,17 \$ / 1 €) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel annuels des mêmes montants.

À la date du présent rapport, la parité est de 1,09 \$ / 1 €.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises. Ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.